

jachère d'été, en réduisant les emblavures ou en produisant d'autres récoltes.

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** J'ai l'intention de parler brièvement, monsieur l'Orateur. Premièrement, je voudrais signaler qu'en ce qui concerne la Commission du blé, on a imposé au ministre d'État (M. Lang) une tâche très difficile. Personne à la Chambre n'aurait voulu hériter du poste qui lui a été confié. Il a hérité d'un problème très ardu. A mon avis, nous avons tous été un peu malhonnêtes au sujet des ventes de blé. Les syndicats et les associations agricoles ont appuyé la Commission du blé dans le domaine des ventes; ils croient que nous devons maintenir les prix élevés; ils ont justifié cette idée. C'est ce qui complique la situation.

Nous avons un surplus de blé au Canada. Il y a aussi, d'après les journaux, un surplus mondial. Mais il s'agit simplement d'un surplus mondial quant aux acheteurs. Comme d'autres députés l'ont signalé, les deux tiers de la population mondiale est affamée. Le surplus n'existe que dans le domaine de la vente. Aujourd'hui, les questions posées à l'ordre du jour ont donné une idée de l'ampleur du problème que pose le blé. Je tiens à dire au ministre que je sympathise avec lui.

Nous violons l'accord international sur le blé. Chaque pays le fait. Quarante-quatre pays importateurs et exportateurs violent l'accord. Le gouvernement est aux prises avec ce problème. Il doit tenir compte de l'attitude des syndicats de l'Ouest du Canada et de l'attitude des syndicats de blé de l'Ouest du Canada. Il doit écouter ce qui se passe. Il ne doit pas aller sur le marché concurrentiel pour vendre sur le marché libre.

Il y a une chose dont je suis fier. C'est notre parti qui a institué la Commission canadienne du blé en 1935. Puis, quand la guerre mondiale a commencé, on nous a dit qu'il fallait fixer un prix plafond pour le blé. A cette époque, la Commission du blé exerçait un contrôle exclusif sur le prix, pour en assurer le maintien non pas à un niveau élevé, mais à un bas niveau.

**M. Burton:** C'est juste.

**M. Woolliams:** J'entends un député à ma gauche dire: «C'est juste»; j'aurai des remarques à faire au sujet de ce parti dans quelques minutes. Je défendrai tout gouvernement,—et le ministre sera heureux d'apprendre que je le défends—qui cherche à régler ce problème. Je souhaite beaucoup de succès au ministre. Je le préviens, toutefois, qu'il doit se libérer de la bureaucratie qui existe au ministère du Commerce et à la Commission du blé, car il s'agit ici d'un problème fort épineux.

Il avait été admis à la Chambre que nous avions violé l'Accord international sur le blé à

[M. Benjamin.]

cause de l'existence d'un commerce libre. C'est ce que prétendait le très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker). Après cet aveu, comme un crime en entraîne un autre, la barrière était grande ouverte. Je n'approuve pas le principe du programme du ministre pour les raisons suivantes. Tout d'abord, si les fermes de l'Ouest commencent à s'intéresser aux jachères d'été, il en résultera des tempêtes de poussière. Deuxièmement, où trouverez-vous la graine fourragère pour ensemercer? J'ai posé cette question aujourd'hui.

La seule manière pour le Canada de se sortir de ce gâchis, c'est de vendre du blé. Notre pays, qui se classait premier parmi les nations exportatrices du monde, a passé en ces trois dernières années au quatrième ou au cinquième rang.

**Une voix:** Bravo!

**M. Woolliams:** Quelqu'un à gauche crie: «Bravo». Laissez-moi dire quelque chose à propos de mes honorables amis. Le NPD ne peut avoir le drap et l'argent. Les membres de ce parti sont des hypocrites en économie. Le député d'York-Sud (M. Lewis) parlait des débardeurs. Aujourd'hui, on leur verse le salaire le plus élevé qu'aucun débardeur ait jamais reçu dans le monde entier. Le prix du blé et le coût de la production en ont subi le contrecoup.

**M. Nystrom:** Et combien gagnent les avocats?

**M. Woolliams:** Maintenant mon honorable ami devient hargneux, mais cela m'est égal. Je ne parle pas des professions libérales ni de ce que gagnent les députés, pas plus que de ce qu'a dit cet après-midi le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Je m'adresse aux cultivateurs des rangs arrière de l'Ouest du Canada. Ce sont les députés de l'arrière-ban qui font balloter le bateau. Ceux des premiers rangs appuient les syndicats. Ce parti doit choisir.

Toute augmentation des frais de production à la ferme provoque une augmentation du cours mondial du blé. Et moi je dirai, pour parler net, qu'augmenter les frais de main-d'œuvre, c'est augmenter le prix du blé sur les marchés internationaux. L'un ne va pas sans l'autre. On ne peut augmenter le salaire des débardeurs et de tous les intermédiaires sans augmenter ainsi les frais de transport des céréales dans le monde entier. C'est ici que je me porte à la défense du gouvernement. On ne peut pas avoir le drap et l'argent. Les députés à ma gauche jettent leur dévolu à la fois sur les ouvriers et sur les fermiers. Mais il leur faut choisir. Il faut un